

Burundi : une ambiance délétère accompagne l'élection présidentielle

RFI, 20-07-2015 Burundi : tension maximale avant l'élection présidentielle Au Burundi, ce mardi, 3,8 millions d'électeurs sont appelés aux urnes pour l'élection présidentielle alors que le président Pierre Nkurunziza est candidat à un troisième mandat controversé. Un scrutin qui se tient dans un contexte politique très tendu après la suspension du dialogue entre le pouvoir et l'opposition. Comme pour les législatives du 29 juin, l'opposition a d'ailleurs décidé de boycotter le scrutin.

Les ex-présidents Domitien Ndayizeye et Sylvestre Ntibantunganya, tout comme le président du Frodebu Nyakuri, Jean Minani, ont été très clairs sur le fait que tout résultat qui invoquerait leur nom serait considéré comme nul et non avenue. Pourtant, pour le président de la CnI, le retrait de leur candidature n'a pas suivi la procédure. Ils auraient crié individuellement et formellement retirer leurs dossiers. Nous ne participons pas à cette mascarade électorale et nous appelons nos militants à boycotter, expliquent ces trois figures politiques du pays. « Quand on sait qu'on n'est assise, on trouve une excuse pour se tirer d'affaire », leur répond le conseiller en communication du président directeur de sa campagne, Willy Nyamitwe. Officiellement, il y a donc toujours huit candidats pour cette élection présidentielle. Mais l'issue du scrutin, elle, ne fait aucun doute. La victoire du président Pierre Nkurunziza ne fait aucun doute. Après la très large victoire de son parti, le CNDD-FDD, aux législatives et aux communales du 29 juin dernier, le président sortant n'aura face à lui que trois candidats issus de petites formations alliées de son pouvoir. Des faire-valoir, selon l'opposition. Officiellement, son principal adversaire, Agathon Rwasa, n'a pas retiré sa candidature, mais comme le reste de l'opposition, il conteste l'avance la légitimité du scrutin, dont il demande toujours le report. Attaques à la grenade et tirs nourris L'ambiance était tout aussi tendue entre le pouvoir et les ambassadeurs de l'Union européenne. Une réunion avait lieu à la mi-journée lundi. « Ils continuent de répéter qu'on est assis sur un volcan, mais ils ne condamnent pas les attaques à la grenade, les appels à la violence et l'attaque rebelle dont on a été victime », explique un officiel burundais. Dès le report à deux reprises, une ambiance délétère accompagne cette élection. La candidature de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat plonge le pays dans sa pire crise depuis la fin de la guerre civile en 2006. Les négociations sous l'égide ougandaise sont au point mort, alors que la communauté internationale estime que le climat actuel rend impossible un scrutin crédible. Malgré les menaces de plusieurs bailleurs de geler leur coopération, les autorités ont refusé de repousser une nouvelle fois cette présidentielle. Bujumbura a dès lundi soir subi des attaques à la grenade et des tirs nourris à l'arme automatique. Sur Twitter, le conseiller en communication du président, Willy Nyamitwe, a estimé que ces tirs visaient à intimider les électeurs. Il parle d'« actes terroristes ».